

## Bujumbura refuse "de payer les frais de la réconciliation" entre Paris et Kigali

France 24, 03/08/2016 Opposé au déploiement de policiers de l'ONU, le Burundi s'en prend à Paris et Kigali Le Burundi s'est opposé à la résolution de l'ONU autorisant le déploiement de 228 policiers de l'ONU sur son territoire. Le pays des Grands Lacs accuse la France et le Rwanda de profiter de la situation pour sceller leur réconciliation. Sans surprise, le Burundi a refusé en bloc, mercredi 3 août, la résolution de l'ONU qui prévoit le déploiement progressif de 228 policiers dans le pays.

Quelques jours auparavant, le gouvernement burundais avait affiché son hostilité face à la mesure onusienne en organisant une manifestation devant l'ambassade de France à Bujumbura. Le Conseil de sécurité a en effet voté le 29 juillet un texte, proposé par la France, pour tenter de ramener le calme dans le pays et de faire respecter les droits de l'Homme. Depuis plus d'un an, le Burundi est plongé dans une profonde crise à la suite de la décision du président, Pierre Nkurunziza, de briguer un troisième mandat. Cette crise a déjà fait plus de 500 morts et poussé plus de 270 000 burundais à l'exil. Ces violences font craindre un génocide, comme celui qui a frappé le Rwanda voisin en 1994. L'ONU accuse de violer la souveraineté du Burundi Dans un texte en 18 points publié mardi 2 août, le gouvernement burundais a d'abord estimé que la résolution onusienne, prise dans la "précipitation", constituait une "violation des principes fondamentaux régissant la famille des Nations unies et surtout viol[ait] la souveraineté de son territoire" dans la mesure où elle n'était pas passée de son consentement. Bujumbura a ensuite justifié son refus en assurant que la situation n'était d'ailleurs jamais parfaitement maîtrisée par les forces de l'ordre. "Cette hypothèse n'a plus de raison d'être et (est) donc à reconsidérer, car les forces de défense et de sécurité maîtrisent parfaitement la situation à l'intérieur de tout le territoire national", a expliqué le porte-parole présidentiel, Philippe Nzobonariba, dans un communiqué. Dans son argumentaire, le pays des Grands Lacs a par ailleurs durci sa position. Alors qu'il s'agissait jusque-là d'accueillir jusqu'à 50 policiers onusiens, il a désormais totalement écarté cette éventualité. Il a en revanche précisé que les 100 observateurs et 14 experts militaires qui devaient être déployés par l'Union africaine restaient "les bienvenus". Pour l'heure, seuls 32 observateurs et 14 experts sont cependant effectivement sur le terrain. Burundi accuse la France et le Rwanda Le Burundi ne veut, en outre, pas croire à une simple opération de pacification. Le Burundi accuse Paris, à l'origine de la résolution de l'ONU, d'exploiter la situation pour sceller la réconciliation avec Kigali, renvoyant la France à son expérience controversée au Rwanda en 1994. "Il est hors de question, déclare le gouvernement, que le Burundi accepte de payer les frais de la réconciliation entre ces deux pays par le sacrifice de sa population". Bujumbura accuse également le Rwanda de s'ingérer dans les affaires burundaises et d'armer des groupes rebelles pour déstabiliser le régime. "Le déploiement d'une force étrangère ne vise qu'à préparer la base arrière des éléments terroristes actuellement mis en route", peut-on d'ailleurs lire dans le communiqué burundais. Le pays suggère enfin que les policiers onusiens soient plutôt déployés au Rwanda, d'où sont lancées "les entreprises stabilisatrices de groupes terroristes".